

sante de la supériorité avait bien peu de chances de réussir étant donné la nature des forces de représailles en présence et les paramètres de la technologie d'alors et de celle qu'on pouvait prévoir. Ces dernières considérations, auxquelles il faut ajouter le scepticisme du Congrès, expliquent sans doute que les États-Unis aient accepté eux aussi le maintien de l'équilibre actuel.

Il n'était pas question dans les pourparlers que l'une des parties accorde à l'autre le moindre avantage. Le nombre supérieur de propulseurs de missiles concédé à l'Union soviétique ne faisait que correspondre à la réalité, les deux pays ayant suivi des politiques différentes d'approvisionnement et de déploiement (par exemple, la préférence soviétique pour une «dyade» plutôt qu'une «triade» de forces stratégiques). Cette concession n'avait rien à voir avec la nécessité pour les Soviétiques de se prémunir également contre la République populaire de Chine, puisque l'accord SALT n'englobait pas les missiles de portée courte, moyenne et intermédiaire qui suffisaient pour répondre à ce besoin. C'est plutôt pour compenser leur supériorité incontestée dans d'autres secteurs stratégiques que les Américains l'ont consentie aux Russes.

L'accord SALT-I constituait donc un important tournant en ce sens que Moscou ne pouvait le signer qu'une fois convaincu d'avoir atteint la parité nucléaire avec les Américains. Ce qui s'écrivait depuis quelques décennies sur les armements stratégiques en Union soviétique attestait en effet que ce pays s'était depuis longtemps rendu compte qu'il ne pouvait accepter la moindre apparence d'infériorité sans renoncer du même coup à ses aspirations idéologiques et au rôle de chef de file et de protecteur du monde non capitaliste qu'il s'était donné. De surcroît, Washington à son tour ne pouvait signer l'accord qu'une fois admise la permanence probable de la nouvelle conjoncture créée par l'accession des Russes à la parité.

En matière de maîtrise des armements, l'accord SALT-I pouvait être considéré tout au plus comme une «étape de mise en confiance» et peut-être comme un premier pas vers des accords plus substantiels. C'est là que résidait sa véritable force, sa valeur en tant que symbole d'égalité et de détente, parce qu'il ouvrait une nouvelle ère de négociations d'ententes à l'amiable.

C'est dans ce même esprit qu'est intervenu l'accord suivant qui limitait à un site plutôt qu'à deux le déploiement, sanctionné par l'accord SALT, des systèmes de défense contre les missiles balistiques.

Le dispositif de ce genre installé près de Moscou était vital pour l'URSS parce qu'il protégeait le cœur de la nation contre d'éventuelles tierces puissances ennemies; la poursuite des recherches dans ce domaine était également vitale pour maintenir l'efficacité de cette «protection ultime» . . . et pour satisfaire les ambitions qui subsistaient de mettre au point des dispositifs de sécurité encore plus audacieux. Par contre, le deuxième site avait peu de valeur en soi puisqu'il pouvait au mieux détourner l'attaque du secteur protégé vers un certain nombre d'autres objectifs semblables laissés sans défense. Il devenait donc ainsi un objet de premier choix à un moment où la détente avait besoin d'une relance politique, à un moment où il fallait de part et d'autre «prouver» une fois de plus sa bonne volonté de négocier.

Il en a été de même à Vladivostok. Les ententes qu'on y a conclues visaient à apaiser des critiques politiques fondées sur la fausse impression d'un déséquilibre imputé au fait que l'accord SALT-I portait principalement sur les vecteurs de missiles. Elles ont également donné une certaine consistance à l'objectif implicite de l'accord SALT-I, celui de la recherche d'un équilibre global, témoignant ainsi du caractère d'équité des pourparlers SALT et rehaussant du même coup leur crédibilité politique. Par contre, elles n'ont rien apporté qui puisse corriger l'impuissance des SALT sur le plan militaire, elles n'ont rien fait pour modifier les dispositions existantes ou pour retarder l'acquisition de nouveaux systèmes d'armes et n'ont pas du tout répondu aux espoirs de limitation des armes nucléaires stratégiques.

Absence de volonté politique

Les actuelles négociations SALT achoppent sur les questions du bombardier *Backfire* et du «missile de croisière» et reflètent tout simplement le manque de volonté politique des deux camps et le délabrement de la détente. Les questions en litige n'en sont pas de véritables, ce sont de simples prétextes pour justifier de part et d'autre le refus de négocier. L'insistance américaine pour inclure dans les concessions soviétiques le *Backfire*, avion dont quelques exemplaires seulement ont été déployés à ce jour, est tout à fait ridicule. D'une part, cet appareil a suffisamment d'autonomie pour atteindre le territoire américain à des vitesses subsoniques, mais non pour en revenir (la possibilité de refaire le plein à La Havane au beau milieu d'une guerre nucléaire se passe sûrement de commentaires!). D'autre part, les États-Unis disposent